

6ct

POUR LA PAIX

Résumé du discours prononcé par M. Elie DUCOMMUN dans l'assemblée publique
du 12 février 1900, au temple de la Fusterie, à Genève.

Si, pour nous rendre compte des causes essentielles des guerres, nous nous reportons aux temps préhistoriques, nous voyons le militarisme et le droit du plus fort ou du plus rusé pénétrer déjà toutes les relations des hommes entre eux. L'étranger à la famille était un ennemi, tout au moins un suspect, auquel il était bon de courir sus pour n'être pas maltraité par lui. On s'armait donc sous le prétexte de l'amour des siens, et la guerre était en permanence.

L'homme entra dans un état de demi-civilisation par la création des groupes ou tribus, dont le lien était l'intérêt de la défense contre des réunions ou des familles, de l'autre côté de la rivière ou de la colline, réunions ou ligues auxquelles on prêtait des intentions hostiles. La guerre devint plus cruelle de tribu à tribu que de chef de famille à chef de famille, mais elle était déjà plus compliquée, parce qu'il fallait l'assentiment de plusieurs hommes pour la déclarer.

Bientôt, sous l'influence de certaines ambitions personnelles ou pour étendre les chances de sécurité que la tribu avait procurées aux familles, plusieurs tribus formèrent entre elles un petit Etat d'abord, puis un peuple, puis une nation, mais l'esprit de défiance et d'animosité de groupe à groupe persista. On eut longtemps peine à croire que l'affaiblissement des autres nations n'était pas nécessaire au bonheur, à la gloire de la sienne propre. Le militarisme outrancier n'a pas d'autre origine et pas d'autre raison d'être que ce phénomène d'atavisme égaré dans notre civilisation moderne. On l'appelle du *nationalisme* en France, du *jingoisisme* en Angleterre, de l'*impérialisme* dans les Etats-Unis d'Amérique.

Ceux qui sont atteints de cette maladie se plaisent à la décorer du beau nom de *patriotisme*, mais le patriotisme, qui est l'amour du sol natal, n'a pas pour corollaire la haine de l'étranger. Au contraire, de même que l'amour du père pour ses enfants lui fait un devoir d'écarter de leur route les animosités, les mauvais procédés, les défiances injustifiées, de leur concilier l'affection des voisins, dont les services leur seront plus tard indispensables, — de même le patriote doit travailler en tout temps au bien-être de son pays, non seulement en lui consacrant sa vie au jour du danger, mais encore en lui sacrifiant ses préventions, pour que sa patrie soit estimée, pour que ses droits soient respectés, pour qu'on la traite en toute occasion avec les égards et le sentiment de justice dont elle fera preuve elle-même à l'égard des autres nations.

Voilà le patriotisme ! Il est basé sur l'intérêt général du pays, qui est la règle, et non sur des haines attardées. Ces haines sont destinées à s'effacer de plus en plus, à mesure que les liens de solidarité se multiplieront dans la famille humaine et que les mœurs

s'adouciront. La civilisation est un vernis protecteur que le patriotisme vrai conserve, tandis que le faux patriotisme l'écaille.

Ah ! sans doute, nous ne sommes pas encore bien avancés dans la voie du désarmement et de la paix universelle. Il est même permis de se demander si la suppression des luttes serait un bien pour l'humanité ; mais la lutte, nécessaire au progrès, peut revêtir et revêtira certainement un jour des formes qui ne seront pas celle de la guerre, c'est-à-dire de la revendication à main armée de ce que l'on déclare être son droit. La rivalité, le combat de chaque jour pour l'existence, ne comporte pas nécessairement la destruction des biens et de la vie du prochain : il peut et doit se dépouiller des habitudes brutales des vieux temps, pour devenir de plus en plus la saine et loyale émulation.

Il ne faut pas, en effet, juger des conditions d'existence des peuples dans le présent et dans l'avenir d'après les enseignements du passé.

Le sentiment de la solidarité humaine a franchi les limites de la famille, de la tribu, de la province et de l'Etat : il a pris son vol par dessus les frontières des nations, et les guerres elles-mêmes n'en arrêtent que temporairement les progrès.

C'est qu'il a de puissantes assises qu'on ne connaissait que très imparfaitement autrefois : l'*instruction*, qui se répand avec une force irrésistible, les *intérêts industriels et commerciaux*, qui vont se multipliant sans cesse et transformant les relations économiques dans tous les domaines, la *facilité des communications*, qui, rapprochant les peuples et les individus, leur apprend à se connaître mieux que par le passé, enfin et surtout l'*opinion publique*, impuissante, inerte autrefois, aujourd'hui tendant à gouverner le monde par l'influence des assemblées, de la presse et des institutions démocratiques.

Or, l'opinion publique peut se trouver parfois dévoyée, mais chaque fois qu'elle se reprend, elle fait plus de pas en avant qu'elle n'en avait fait en arrière. C'est toujours ainsi que les progrès se sont accomplis sur cette terre. Les hommes qui depuis trente ou quarante ans ont les regards tournés vers l'avenir de paix dont ils ont entrevu l'aurore, ont vu bien des espoirs suivis de déceptions, mais aussi bien des reculs aussi suivis d'envolées des peuples vers leurs destinées futures. Il en a été de même chez les adversaires de l'esclavage, de la torture et de tant d'autres institutions inhumaines. Comme elles, la guerre, cette forme cruelle de la lutte, s'arrêtera pour toujours dans les nébuleuses du passé loin des constellations de l'avenir.

Et comment l'opinion publique ne s'élèverait-elle pas contre l'emploi de la force brutale comme seul arbitre des différends entre peuples, quand se révèlent au grand

Foires 716 2/6

jour les dangers croissants d'une guerre entre groupes de nations européennes, avec les moyens de destruction qui s'accumulent dans les arsenaux ?

On ne peut, en effet, songer sans frémir à ce que serait une guerre générale en Europe, alors que des millions de soldats seraient en marche, traînant avec eux la famine, les épidémies, la ruine publique et l'épouvante sous toutes ses formes. Plus de travail possible, les bras valides et les matières premières faisant défaut, plus de sécurité pour personne, la faim provoquant le brigandage, l'incendie détruisant ce que le pillage aurait épargné, les canons à longues portées balayant les plaines à des kilomètres de distance et rendant impossible le service de secours aux blessés, partout la mort et la faim, la destruction et le désespoir ! Que deviendrait la patrie dans ce désastre général ?

L'Europe se transformant à la longue en un vaste champ de meurtre, de misère, d'anarchie politique et sociale, — car la guerre du Transvaal nous démontre en ce moment que si les nouveaux engins meurtriers semblaient devoir rendre les guerres bien longues, le nombre et la force des corps d'armée en prolongent, au contraire, la durée, — voilà ce que ne voudra pas l'*opinion publique*, quand elle sera suffisamment édifiée sur les perspectives qu'ouvre le militarisme.

Et déjà la conférence des délégués des gouvernements à La Haye, l'année dernière, est un avant-coureur du sentiment pacifique, une affirmation d'un mouvement qui s'accroît dans le monde et qui finira par vaincre toutes les résistances. Elle n'a pas empêché la guerre d'éclater dans l'Afrique du Sud, nous objecte-t-on. Nous sommes bien obligés d'en convenir, mais, comme le disait récemment un apôtre de la paix, M. Richard Reuter, a-t-on jamais songé à supprimer les pompes à incendie parce qu'une maison est devenue la proie des flammes ?

La convention pour l'arbitrage et la médiation, dont les bases ont été posées à La Haye comme un jalon sur la route de l'avenir, n'était encore ratifiée que par un très petit nombre de puissances quand éclata la guerre sud-africaine ; elle n'était donc pas encore entrée en vigueur et ne pouvait déployer obligatoirement ses effets. Du reste, la Grande Bretagne ne reconnaît pas le Transvaal comme pays indépendant, et, de fait, cet Etat n'avait pas reçu de convocation pour la conférence de La Haye.

Les circonstances se sont présentées fortuitement d'une façon tout à fait défavorable à la consécration des principes votés par la conférence, et celle-ci n'en reste pas moins la manifestation officielle des vœux de la grande masse des peuples pour la paix.

On a fait observer que des négociations avaient été ouvertes entre les parties en causes à Bloemfontein avant la déclaration de la guerre et qu'elles n'avaient pas abouti, ce qui prouverait que la guerre était inévitable. Cette conclusion est risquée, car d'une part il n'est pas prouvé que les négociations aient été conduites avec l'intention de les mener à bonne fin, et d'autre part on n'est pas très certain que le résultat en ait été fidèlement transmis, de manière à faciliter une entente. En outre, on comprend que l'athlète qui croit pouvoir abattre son adversaire du premier coup n'attache qu'une importance secondaire à des préliminaires de conciliation, tandis qu'il serait plus disposé à écouter des paroles de paix

et d'équité, s'il pouvait supposer qu'une victoire immédiate lui sera disputée.

Maintenant que le gouvernement de la Grande Bretagne a reconnu les Républiques de l'Afrique du Sud comme partie belligérante rien ne s'oppose plus à ce que telle ou telle des puissances signataires de la convention de La Haye offre ses bons offices, c'est-à-dire sa médiation amicale, pour mettre fin à l'effusion du sang et provoquer un arrangement amiable.

Qui prendra ce beau rôle ? Lequel des chefs d'Etat s'exposera-t-il à un refus possible, qui n'aurait pour lui rien que d'honorable d'ailleurs, en vue non seulement de rétablir des relations pacifiques entre les belligérants actuels, mais encore de préserver le monde civilisé des complications redoutables dont les entraves au commerce, les prises de navires par exemple, peuvent menacer la paix générale ?

Nous ne croyons pas qu'il nous suffise d'élever nos voix dans les assemblées publiques et de nous adresser à des gouvernements au nom de la solidarité humaine pour être sûrs que les combattants mettront bas les armes ; mais si de premières démarches restent sans résultat pratique, nous ne nous considérons pas comme autorisés à nous reposer sous prétexte de découragement.

À l'origine de la guerre du Transvaal, on ne s'est expliqué ni sur ce que les Anglais entendaient par leur *suprématie* dans l'Afrique du Sud, dont l'application pouvait ne pas laisser une bribe de l'indépendance politique des Boers, ni sur ce que ces derniers admettaient comme limitation éventuelle de leur *indépendance* en faveur de la suprématie des Anglais.

Aujourd'hui sans doute les péripéties de la lutte sanglante que les adversaires se livrent avec acharnement depuis quatre mois paraissent exclure une discussion objective et calme sur ces points essentiels du litige. Cependant nous ne croyons pas qu'il faille nécessairement, pour les examiner dans un but de conciliation, attendre que l'un des belligérants soit écrasé.

Le vrai patriotisme ne saurait aller jusqu'au besoin d'anéantissement du prochain.

Travaillons donc sans désespérer jamais. L'avenir est aux persévérants.

Voici le texte des résolutions recommandées à votre approbation par le Bureau international permanent de la Paix :

« La présente assemblée, condamnant la guerre qui
« a éclaté entre la Grande-Bretagne et les Républiques
« de l'Afrique du Sud, se fait l'interprète des vœux
« ardents de tous les peuples civilisés pour une cessa-
« tion aussi prompte que possible de cette déplorable
« guerre pour une paix honorable pour les deux
« parties.

« Pour réagir à l'avenir contre un nationalisme
« étroit qui trop souvent est la cause première des
« guerres et des maux sociaux qu'elles entraînent, elle
« fait appel au patriotisme plus large et plus éclairé
« qui, respectant l'indépendance des nations, fonde le
« bonheur du pays natal sur la coopération de chaque
« peuple au bien être de tous les membres de la famille
« humaine. »

Ces conclusions ont été votées à l'unanimité, au milieu de longs applaudissements.